

# UNION SYNDICALE SUD DU GROUPE RENAULT



COMMUNIQUE DE PRESSE DU 16/01/2013

---

## **Annonce de 7600 suppressions de postes : La direction crée le choc psychologique pour faire passer ses mesures de compétitivité !**

La direction prépare l'esprit des salarié-es RENAULT à l'inacceptable et pour y parvenir, elle manipule sans complexe médias et pouvoirs publics :

« RENAULT pourrait disparaître d'ici 3 ans sous sa forme actuelle ! »

« Carlos GHOSN fait confiance aux partenaires sociaux pour prendre leurs responsabilités et accompagner l'entreprise dans ses mesures afin de redresser sa compétitivité ! »

Et maintenant : « 7600 postes supprimés d'ici fin 2016 ! »

Tout est minutieusement instrumenté dans l'objectif de boucler un prochain accord « *compétitivité* » en ligne avec le récent accord national « *de sécurisation de l'emploi* », c'est à dire préparer un recul social impensable pour nos conditions et notre temps de travail, et pour nos rémunérations.

Pour cela, 2 conditions incontournables sont intentionnellement réunies :

1/ Le repli des ventes, entretenu dans le catastrophisme et conséquence d'une gamme RENAULT non renouvelée, abandonnée au profit de la stratégie DACIA.

En laissant nos usines françaises volontairement sous-engagées, Carlos GHOSN s'est servi des capitaux de l'entreprise pour investir dans de nouvelles capacités de production hors Europe afin de réimporter des véhicules.

Garder un pied en France ne sert qu'à monnayer des subventions et des crédits impôt recherche.

2/ Des « *partenaires sociaux* » mis à l'épreuve d'un odieux chantage : accepter le recul social contre la vague promesse de ne pas fermer d'usine.

La direction a à sa disposition CFDT et CFE-CGC, sans doute prêts à se courber comme ils se sont couchés devant le MEDEF et signer au nom de tous en se prétendant « responsables ».

Où est la surprise, puisqu'ils avaient clairement choisi leur camp en 2011 après avoir honteusement blanchi Carlos GHOSN au Conseil d'Administration après la fausse affaire d'espionnage ?

Ils approuveront les sacrifices que RENAULT va imposer à ses salarié-es tout en épargnant les hauts dirigeants et les actionnaires.

Ils entérineront la politique de destruction de RENAULT au profit de NISSAN-DACIA-SAMSUNG que Carlos GHOSN est minutieusement en train d'accomplir depuis son arrivée comme PDG en 2006.

Pas question pour SUD RENAULT de valider un recul social. Nous appelons les salarié-es de tous les sites au rassemblement pour défendre leurs droits.

Contact : Christophe DELAINE 06.82.04.73.08